

# In Extenso

In Extenso Audit

4 rue du tertre  
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57  
[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)

## **ARPEJE 49**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

5, rue Boileau  
49100 ANGERS

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

# In Extenso

In Extenso Audit

4 rue du tertre  
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57  
www.inextenso.fr

## **ARPEJE 49**

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

5, rue Boileau  
49100 ANGERS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Membres,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARPEJE 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « 4. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels.

### **Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable et de plan comptable.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous



portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Vérifications spécifiques***

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

In Extenso Audit

Grégoire GAILLARD

Signé électroniquement le 14/06/2021 par  
Grégoire Gaillard



Ce rapport contient 34 pages.



## ARPEJE 49

Actif		Exercice au 31/12/2020			Exercice au 31/12/2019
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Fonds commercial <sup>(1)</sup>				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	22 717	21 069	1 647	2 067
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	22 717	21 069	1 647	2 067
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	290 770		290 770	343 090
	Constructions	4 668 457	3 942 051	726 405	1 675 226
	Inst. techniques, mat.out.industriels	1 067 896	1 028 146	39 749	20 529
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations grevées de droit				
	Autres				34 473
	TOTAL	6 027 124	4 970 198	1 056 926	2 073 321
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	10		10	10
	Prêts	234 407		234 407	234 407
	Autres	36 060	13 572	22 487	23 018
	TOTAL	270 477	13 572	256 905	257 435
Total I		6 320 319	5 004 839	1 315 479	2 332 824
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Avances et acomptes versés sur commande				
	Créances <sup>a</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	318 755		318 755	525 703
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 712 215		1 712 215	30 579
	TOTAL	2 030 970		2 030 970	556 282
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	279 636		279 636	895 712
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	12 530		12 530	7 635
Total II		2 323 138		2 323 138	1 459 630
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		8 643 457	5 004 839	3 638 617	3 792 454
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre Autres				



## ARPEJE 49

Passif		Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	59 206	
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)		551 555
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		-358 298
Fonds propres	<b>Écarts de réévaluation</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Réserves		805 340
	Autres	805 340	
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	805 340	
	Report à nouveau	-206 215	126 950
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 279 756	
	Excédent ou Déficit de l'exercice	-39 786	-425 540
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	39 786	
<b>Situation nette (sous total)</b>		<b>618 545</b>	<b>700 007</b>
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	40 008	
	Provisions réglementées	618 224	618 224
	Droit des propriétaires (commodat)		
	<b>Total I</b>	<b>1 276 778</b>	<b>1 318 232</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total I bis</b>			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
<b>Total II</b>			
Provisions	Provisions pour risques		25 261
	Provisions pour charges		
<b>Total III</b>			<b>25 261</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	1 392 361	1 361 295
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	518	518
	Avances et acomptes reçus <sup>(3)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 418	213 418
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	879 541	868 551
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		5 177
	Instruments de trésorerie		
Dettes	Produits constatés d'avance		
	<b>Total IV</b>	<b>2 361 839</b>	<b>2 448 961</b>
Écart de conversion Passif V			
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>3 638 617</b>	<b>3 792 454</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	37	37
	(2) Dont emprunts participatifs		
	Dettes sauf (3) à plus d'un an		
	Dettes sauf (3) à moins d'un an		2 448 961
Engagements donnés	Sur legs acceptés		
	Autres		



## ARPEJE 49

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020  
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations		
	<b>Ventes de biens et services</b>		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	4 057 747	
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de marchandises		
	Production vendue		5 202 155
	Montant net du chiffre d'affaires		5 202 155
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	688	249
	dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Charges d'exploitation	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	54 721	42 015
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	71 745	114 832
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>4 184 903</b>	<b>5 359 253</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		383 626
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements		
	Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	726 423	595 889
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	288 674	369 859
	Salaires et traitements	2 534 414	3 443 162
	Charges sociales	1 022 251	1 262 982
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	150 985	175 171
	Dotations aux provisions		861
	Subventions versées par l'association		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	50 147	57 478
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>4 772 897</b>	<b>6 289 031</b>
	<b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>-587 993</b>	<b>-929 777</b>
Renvois	(1) Y compris redevances de crédit-bail : mobilier immobilier		



## ARPEJE 49

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020  
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		1 471
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III			1 471
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	31 065	33 302
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERS IV		31 065	33 302
2. Résultat financier (III-IV)		-31 065	-31 830
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-619 059	-961 608
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	5 636	31 396
	Sur opérations en capital	1 730 196	4 800
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		507 328
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1 735 832	543 525
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	274 991	7 400
	Sur opérations en capital	881 567	57
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 156 559	7 457
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		579 272	536 067
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs IX			
Engagements à réaliser sur ressources affectées X			
Total des produits (I + III + V + IX)		5 920 735	5 904 250
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII + X)		5 960 522	6 329 791
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-39 786	-425 540
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		39 786	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			





KPMG Entreprises  
Bureau d'Angers  
12 rue Papiou de La Verrie  
CS 10924  
49009 Angers Cedex 01  
France

Téléphone : +33 (0)2 41 87 09 45  
Télécopie : +33 (0)2 41 86 72 99  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# *Association Arpeje 49*

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
31 décembre 2020  
Montants exprimés en EUR***

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Description des moyens mis en œuvre	3
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
4.2	Continuité d'exploitation	5
4.3	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
5	Principes et méthodes comptables	6
5.1	Principes généraux	6
5.1.1	Changement de méthode comptable	6
5.1.2	Changements d'estimation	7
5.1.3	Corrections d'erreurs	7
5.2	Dérogations	7
5.3	Principales méthodes comptables	7
6	Informations relatives aux postes du bilan	8
6.1	Actif immobilisé	8
6.1.1	Acquisition des maisons Tournemine (2015)	8
6.1.2	État de l'actif immobilisé (brut)	9
6.1.3	Amortissements de l'actif immobilisé	9
6.2	Actif circulant	10
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	10
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	11
6.4	Fonds propres	12
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
6.4.2	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	13
6.4.3	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	13
6.4.4	Subventions d'investissement	14
6.4.5	Provisions réglementées	15
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	16
6.6	Provision pour risques et charges	16
6.7	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	17



7	Informations relatives au Compte de résultat	18
7.1	Produits du compte de résultat	18
7.1.1	Ventilation des produits	18
7.1.2	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18
7.2	Résultat Financier	18
7.3	Résultat exceptionnel	18
7.4	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	18
7.4.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	19
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	19
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	19
9	Informations relatives à l'effectif	19
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	20
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	20
10.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	21

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association a pour but d'accueillir des enfants de 3 à 18 ans et des jeunes majeures qui, en raison de leur situation familiale, ont besoin de soins, d'éducation ou rééducation, d'adaptation à la vie, ou toutes personnes à toutes fins sociales »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accueil et hébergement des enfants et des adolescents
- Favoriser la socialisation des enfants
- Accompagner les enfants et les adolescents selon les besoins dans les différents soins
- Accompagner les enfants et les adolescents dans leurs parcours scolaires et professionnels

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Les activités et missions sociales sont exercées à Angers dans le département du Maine-et-Loire.

## 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : 91 ETP sur l'exercice sociale
- Dépenses engagées :
  - Charges d'exploitation courante : 424 K€
  - Charges de personnel : 3 941 K€
  - Charges de structure : 1 595 K€



## 4 **Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### 4.1 **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- L'exercice 2020 a été marqué par l'épidémie de Covid-19. L'association a poursuivi son activité mais s'est trouvée impactée du fait de nombreux arrêts maladie pendant cette période et par des dépenses non prévues liées aux mesures de sécurité et d'hygiène.
- Au cours de l'exercice 2020, l'association a poursuivi sa restructuration dans le cadre de la procédure de sauvegarde dont l'origine et les principales étapes sont décrites ci-dessous :

En 2016, le Conseil Départemental a lancé un appel à projet sur l'offre d'accueil des enfants confiés au service d'aide sociale à l'enfance sur l'ensemble du territoire.

Fin avril 2017, le Président du Conseil Départemental a rejeté les projets proposés par l'association dans leur intégralité.

Suite à cette décision, le conseil d'administration de l'association a décidé de porter un recours auprès du Tribunal Administratif de Nantes pour suspendre cet appel à projet. A la date d'arrêt des comptes cette procédure est toujours en cours.

Au cours de l'exercice 2018, le conseil d'administration a réfléchi à différentes solutions pour diversifier l'activité de l'association afin de la pérenniser en cas d'arrêt d'accueil de jeunes par le Département.

En octobre 2018, le Département a fait part de sa volonté de limiter la capacité d'accueil des jeunes de l'association et de remettre en cause le système de la dotation globalisée. Cette capacité est réduite à 80 places à compter de janvier 2019 pour ensuite se réduire au cours de l'année.

En novembre 2018, le Conseil Départemental a dénoncé unilatéralement la convention du 17 mai 2013 relative à la dotation de prix journée globalisée avec effet au 31 janvier 2019.

Devant la complexité de cette situation, l'association a déposé une requête auprès du Tribunal de Grande Instance d'Angers pour solliciter une procédure de conciliation. Cette procédure a été ordonnée le 21 décembre 2018 pour une durée de 4 mois. En avril 2019, cette procédure a été prorogée d'un mois pour finir le 21 mai 2019. A l'issue de cette période, la procédure de conciliation a échoué.

L'association a de nouveau sollicité le Tribunal de Grande Instance afin d'ouvrir une procédure de sauvegarde au cours de l'année 2019.

Une procédure de sauvegarde a donc été ouverte par décision du Tribunal le 9 juillet 2019. Pendant la période d'observation de 18 mois, l'association a suivi un plan de réduction des charges :

Licenciements et départs volontaires de salariés pour un coût total de 315 K€



Cession de certains actifs immobiliers pour 1,7 M€ générant une plus-value de 825 K€ au titre de l'exercice 2020.

Par décision du 23/05/2021, le Tribunal a homologué le plan de sauvegarde selon les conditions suivantes :

- Créances non bancaires : paiement de la totalité pour 215 K€
- Créances bancaires : 77% du capital payé au cours de l'année 2021 et 23% étalé sur les 10 prochaines années, soit 1038 KE à payer sur 2021 et un remboursement annuel de 31,5 K€.

#### **4.2 Continuité d'exploitation**

Compte tenu des prévisionnels d'activités présentés au Tribunal sur les années 2021 à 2023, l'association est en capacité de faire face à ces engagements.

Il existe une incertitude sur la continuité d'exploitation dans la mesure où l'activité de l'association reste dépendante de l'accueil de jeunes Hors Département et notamment des jeunes du Département de Loire Atlantique.

Malgré ces incertitudes, nous estimons que le principe de continuité d'exploitation est respecté.

#### **4.3 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Le plan de sauvegarde a été homologué par un jugement du tribunal en date du 23 mai 2021.



## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 5.1.1 Changement de méthode comptable

##### Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

##### Postes impactés, incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

Les impacts à l'ouverture de l'exercice sont les suivants :

- Actif : Néant
- Passif autres que le poste « Report à nouveau » :

Le poste comprenant le montant des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables a été modifié à l'ouverture de l'exercice afin de présenter celui-ci avec le montant net des subventions perçues déduction des reprises au compte de résultat qui auraient été comptabilisées, au rythme des amortissements des immobilisations financées, si le règlement ANC n°2018-06 était appliqué antérieurement lors de l'attribution de ces subventions (méthode retenue généralement, et par notre entité, sachant que le PCG offre aussi la possibilité de comptabiliser les subventions directement dans le résultat dès l'exercice de leur acquisition).

- Montant net, en report à nouveau :

Montant des subventions d'investissement reclassées en report à nouveau :  
450 673,48 €

**Comparabilité des comptes à la clôture de l'exercice, première application du règlement ANC n°2018-06**

Nous vous indiquons la comparaison avec l'exercice précédent des montants des postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, le cas échéant en distinguant l'impact effectif comptabilisé à l'ouverture de l'application prévue par le règlement. Les montants de l'exercice précédent sont présentés à méthode comptable comparable, c'est-à-dire en appliquant également le règlement ANC n°2018-06 aux comptes de l'exercice précédent.

Cela n'a pas d'impact sur la présentation des comptes de l'association au 31/12/2020.

**5.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

**5.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

**5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

**5.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.



## 6 Informations relatives aux postes du bilan

### 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.3.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

#### 6.1.1 Acquisition des maisons Tournemine (2015)

L'acquisition des maisons a fait l'objet d'une distinction entre le terrain et la construction.

Les constructions n'ont pas été décomposées. Elles ont été amorties sur 20 ans de façon linéaire.

### 6.1.2 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	22 717			22 717
Immobilisations corporelles	7 740 539	12 066	1 725 481	6 027 124
Immobilisations financières	271 008	793	1 323	270 478
<b>Total</b>	<b>8 034 264</b>	<b>12 859</b>	<b>1 726 804</b>	<b>6 320 319</b>

### 6.1.3 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	20 650	420		21 070
Immobilisations corporelles	5 667 218	150 986	847 586	4 970 198
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>5 687 868</b>	<b>150 986</b>	<b>847 586</b>	<b>4 991 268</b>



### 6.1.3.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Durée	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	1 à 7 ans	420		
Constructions et aménagements	L	5 à 40 ans	123 291		
Matériel d'exploitation	L	4 à 10 ans	6 250		
Matériel de transport	L	2 à 6 ans	12 415		
Matériel et mobilier de bureau	L	1 à 10 ans	8 610		
Immobilisations financières					
<b>Total</b>			<b>150 986</b>		

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les créances ont toutes une échéance à moins d'un an.

#### 6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Cotisations représentant 2.2 K€ / 3.5 K€ l'exercice précédent
- Locations immobilières représentant 2.7 K€ / 0 K€ l'exercice précédent

### 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations				
Stocks				
Créances				
Immobilisations financières	13 572			13 572
<b>Total</b>	<b>13 572</b>			<b>13 572</b>



## 6.4

### Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 6.4.1

#### Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable.

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant global avant règlement ANC 2018-06	Impact du règlement ANC 2018-06	Montant global avec règlement ANC 2018-06	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	551 555	-	492 349							59 206	
Fonds propres avec droit de reprise											
Ecart de réévaluation											
Réserves	805 340		805 340							805 340	
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	805 340		805 340							805 340	
Report à nouveau	231 348	450 673	219 325	425 540		-				206 215	
Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	358 298		-	921 459						1 279 756	
Excédent ou déficit de l'exercice	425 540		-	425 540		-	39 786			39 786	
Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	921 459		-	921 459		-	39 786			39 786	
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées											
Situation nette	700 007	41 676	658 332	-	-	39 786	-			618 546	
Fonds propres consommables											
Subventions d'investissement	-	41 676	41 676					1 667		40 009	
Provisions réglementées	618 224		618 224							618 224	
<b>TOTAL</b>	<b>1 318 231</b>	<b>0</b>	<b>1 318 231</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>39 786</b>	<b>-</b>	<b>1 667</b>	<b>-</b>	<b>1 276 778</b>	



#### 6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires	59 206			59 206
Fonds propres complémentaires				

#### 6.4.2 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

##### 6.4.2.1 Autres

Les autres réserves s'élèvent à 805 340 €, dont :

- Réserves affectées aux investissements :	363 878 €
- Réserves de trésorerie :	395 636 €
- Réserves de compensation :	45 826 €

#### 6.4.3 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.



Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		1 073 542
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	1 328 345	
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours		48 589
• Charges et produits dont la prise en compte est différée		
<b>Solde</b>	206 215	

#### 6.4.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
<b>Montant nominal :</b>						
Affectées à des biens non renouvelables	121 182	401 367	522 549			522 549
Affectées à des biens renouvelables			-			
<b>TOTAL</b>	121 182	401 367	522 549	-	-	522 549
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>						
Affectées à des biens non renouvelables	121 182	359 692	480 874	1 667		482 541
Affectées à des biens renouvelables						
<b>TOTAL</b>	121 182	359 692	480 874	1 667	-	482 541
<b>Solde net en fonds propres :</b>						
Affectées à des biens non renouvelables	-	41 676	41 676	1 667	-	40 009
Affectées à des biens renouvelables	-	-	-			
<b>TOTAL</b>	-	41 676	41 676	1 667	-	40 009

#### 6.4.5 Provisions réglementées

Cf § 6.5 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie),
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers.



## 6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées	618 225	0	0	618 225
Provisions pour risques	0	0	0	0
Provisions pour charges	25 261	0	25 261	0
<b>Total</b>	<b>643 486</b>	<b>0</b>	<b>25 261</b>	<b>618 225</b>

## 6.6 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour risques							
Provisions pour charges	25 261			25 261			0
<b>Total</b>	<b>25 261</b>			<b>25 261</b>			<b>0</b>



**6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice**

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	234 407	234 407	
	Autres	22 488	22 488	
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	318 755	318 755	
	Autres	1 712 216	1 712 216	
Charges constatées d'avance		12 531	12 531	
TOTAL		2 300 397	2 300 397	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	1 392 361	155 811	322 990	913 560
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		518	518		
Fournisseurs et comptes rattachés		89 419	89 419		
Dettes fiscales et sociales		879 541	879 541		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
TOTAL		2 361 839	1 125 289	322 990	913 560



## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

### 7.1 Produits du compte de résultat

#### 7.1.1 Ventilation des produits

Facturations aux départements : 4 058 K€  
Remboursements frais de personnel : 71 K€

#### 7.1.2 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Transferts de charges : 54 722 € dont 9 002 € de transfert de charges sur personnel.

### 7.2 Résultat Financier

Le résultat financier s'élève à -31 605 €. Il s'agit des intérêts d'emprunts.

### 7.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 579 272 € détaillé comme ci-dessous :

- Plus-value sur immobilisation : 825 373 €
- Indemnités de départ (licenciement pour inaptitude, départ en retraite) : - 274 461 €
- Reprise provision pour charges : 25 261 €

### 7.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2020. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

#### 7.4.1 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

##### 7.4.1.1 *Honoraires des commissaires aux comptes*

	2020
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	7 260 €
— Au titre d'autres prestations	
— <b>Honoraires totaux</b>	<b>7 260 €</b>

### 8 **Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

#### 8.1 **Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 174 182 € en 2020.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

### 9 **Informations relatives à l'effectif**

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	7
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	84
Ouvriers	
<b>Total</b>	<b>91</b>



## 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Montant de la garantie	Capital restant dû
Privilège de prêteur de denier	120 K€	38 K€
Promesses d'affectation hypothécaires	1 322 K€	1 286 K€

Les emprunts sont garantis par plusieurs engagements donnés : privilège du prêteur de deniers, nantissement du compte de gage d'instruments financiers et hypothèque immobilière conventionnelle.

Au 31 décembre 2020, l'engagement s'élève à la somme de 1 643  
se décomposant comme suit :

- Capital restant dû 1 324
- Intérêts restants dus 318.6

Capital restant dû :

- A un an au plus 87.4
- A plus d'un an et à cinq ans au plus 323.0
- A plus de 5 ans 913.6
- 1 324.0**

Les emprunts sont bloqués depuis l'entrée en procédure de sauvegarde, plus aucun remboursement n'a été effectué depuis le 09 juillet 2019.

#### 10.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas son engagement suivant dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective « Handicapés : Etablissements et services pour personnes inadaptées et handicapées ».

Le montant notre engagement total correspondant s'élève respectivement à 298 K€ au 31/12/2020 et 432 K€ au 31/12/2019.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.5 % selon le taux Bloomberg.
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1.5 %
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,
  - Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,
    - Les Statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.
  - Pour la prise en compte du risque de mortalité,
    - Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.
- Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 54.44 %.
- L'ancienneté retenue est celle depuis l'entrée dans la structure.



Tableau des immobilisations						
Immobilisations		Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virements poste à poste	Valeur brute fin exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles	22 717				22 717
	Total II	22 717				22 717
Immobilisations corporelles	Terrains	343 091		52 320		290 771
	Constructions	6 261 346		1 592 889		4 668 457
	Installations techniques, matériel outillage	287 242	7 905	21 055		274 092
	Installations générales, ag. aménag. divers					
	Matériel de transport	368 236		14 639		353 597
	Mat. Bureau et informatique, mobilier	480 625	4 161	44 578		440 208
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Total III	7 740 540	12 066	1 725 481		6 027 125
Immobilisations financières	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	10				10
	Prêts et autres immobilisations financières	270 998	793	1 323		270 468
	Total IV	271 008	793	1 323		270 478
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		8 034 265	12 859	1 726 804		6 320 320

Tableau des amortissements						
Immobilisations		Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virements poste à poste	Amortissements fin exercice
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles	20 650	420			21 070
	Total II	20 650	420			21 070
Immobilisations corporelles	Terrains					
	Constructions	4 586 119	123 291	767 359		3 942 051
	Installations techniques, matériel outillage	266 712	6 250	21 055		251 907
	Installations générales, ag. aménag. divers					
	Matériel de transport	350 404	12 415	14 639		348 180
	Mat. Bureau et informatique, mobilier	463 983	8 610	44 533		428 060
	Immobilisations grevées de droits					
	Total III	5 667 218	150 566	847 586		4 970 198
TOTAL GENERAL (I + II + III)		5 687 868	150 986	847 586		4 991 268



Tableau des réserves et provisions

Nature des réserves et provisions		Montant début exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin exercice
Réserves	Réserves indisponibles				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves consécutives à l'octroi de subv.d'invest.				
	Autres réserves réglementées				
	Réserves pour projet associatif		363 879		363 879
	Autres réserves	441 462			441 462
Total réserves		441 462	363 879		805 341
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires				
	Autres provisions réglementées	618 225			618 225
	Total	618 225			618 225
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques d'emploi				
	Autres provisions pour risques				
	Provisions pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour grosses réparations				
	Autres provisions pour charges	25 261		25 261	
	Total	25 261		25 261	
Provisions pour dépréciation	Immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles				
	Immobilisations financières	13 572			13 572
	Stocks et en-cours				
	Usagers				
	Autres provisions pour dépréciations				
Total		13 572			13 572
TOTAL GENERAL DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		657 058		25 261	631 797
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

